



## Le modèle agricole breton est-il en train de perdre pied ?

Dans quelques années, la Bretagne ressemblera-t-elle à la Beauce ? Une plaine céréalière, avec un élevage réduit comme peau de chagrin ? C'est la crainte des responsables de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor.

**Laurent Marc**

● Ce n'est pas le ferment d'une colère qui couve, juste les interrogations d'une profession à la croisée des chemins. L'agriculture bretonne pose, aujourd'hui, les termes du débat sur son avenir. Sans jouer les va-t-en-guerre, certains de ses responsables préviennent : « On risque de ne plus manger français, on va tout droit », alerte Jean-Pierre Clément, producteur laitier et de viande bovine, à Plumieux (22), et coprésident de la commission économie et emploi à la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor.

En creux, c'est l'avenir de l'élevage breton qui se joue aujourd'hui. À les en croire, il faut s'inquiéter. « L'élevage perd pied, surtout en bovin », tranche Edwige Kerboriou, vice-présidente de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor et productrice de lait. « Les enfants d'agriculteurs veulent bien s'installer mais pas faire d'élevage. Les contraintes sont trop fortes, il faut être sur place sept jours sur sept ». Aménager les horaires ? Oui, à condition de trouver de la main-d'œuvre. « Nos formations font le plein mais, désormais, les jeunes vont bâtir un projet en fonction de leur qualité de vie future », avance Edwige Kerboriou.

### **La Bretagne, terre céréalière ?**

Sans parler de la rémunération. D'ailleurs, c'est là où le bât blesse. « Le prix des engrais a augmenté de 29 % entre janvier et septembre 2022. Le coût de l'énergie a bondi de 12 %. Or, nous avons été conditionnés à produire de la qualité à pas cher. Même si les lois Egalim 1 et 2 ont fait un peu bouger les choses, la grande distribution ne joue pas le jeu », assure Jean-Pierre Clément. Pas de quoi attirer la jeune génération qui pourrait se tourner vers la production de céréales. « Le risque, c'est que la Bretagne se

végétalise ». Sans ambages, Didier Lucas, président de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor, fait part de sa principale crainte à l'heure où la souveraineté alimentaire est en jeu : « Que l'élevage parte dans les pays de l'Est. Aujourd'hui, nous importons de tout. Si on ne soutient pas l'élevage avec un prix rémunérateur, nous allons organiser la pénurie alimentaire dans nos rayons. C'est à nous, responsables, d'y veiller et de poser un cadre pour instaurer un équilibre entre productions ».

### **La tentation de la méthanisation**

Si la crainte de devenir une terre céréalière les taraude, avec, selon eux, un impact certain sur l'environnement, tous questionnent aussi le choix de certains agriculteurs de développer le photovoltaïque et la méthanisation. « L'agriculture doit avoir accès à la production d'énergie verte mais ce doit être un complément de revenu ». Encore une fois, la question de la rémunération revient au cœur du débat. « Faute de prix rémunérateurs, les agriculteurs vont se tourner vers la méthanisation. En volume horaire, c'est moins contraignant et cela demande moins de main-d'œuvre », soutient Jean-Pierre Clément.